



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 16 – 15 JANVIER 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**LIBERIA :
RACHAT DE
CELLCOM
PAR ORANGE**

**INVIVO ET OLAM
S'ALLIENT AU
NIGERIA**

**EXPERTISE
FRANCE VA
APPUYER LE
PROGRAMME PAN
AFRICAN
STATISTICS**

**POURSUITE DU
DEVELOPPEMENT
DE TOTAL EN
ANGOLA**

**ENERGIE
SOLAIRE : SUCCES
DU FINANCEMENT
PARTICIPATIF POUR
UPAFRIQUE**

**AGROFOOD :
SALON TRES
ATTENDU PAR LES
ENTREPRISES
FRANÇAISES**

**DECATHLON TESTE
LE MARCHÉ
IVOIRIEN VIA JUMIA**

**FUSION DE CBE ET
CBS EN ETHIOPIE**

**LE CABLE SOUS-
MARIN NIGERIA-
CAMEROUN
OPERATIONNEL**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Rwanda : décision du président Paul Kagame de se présenter pour un troisième mandat

Le président Paul Kagame a annoncé son intention de se présenter pour un troisième mandat à l'élection présidentielle 2017 lors de son discours à la nation le 31 décembre 2015. Le 18 décembre dernier, un référendum organisé sur la révision de la Constitution s'est conclu par la levée de la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs. Selon la nouvelle Constitution, le président peut être réélu en 2017 pour un mandat de sept ans, puis briguer deux mandats consécutifs de cinq ans : Paul Kagame pourrait ainsi théoriquement rester au pouvoir jusqu'en 2034.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : le gouvernement intégralement reconduit et plusieurs mesures à caractère social annoncées

À la suite de sa réélection en décembre 2015 pour un 3ème mandat, le président Michel a reconduit son équipe ministérielle à l'identique, fixé la feuille de route du gouvernement pour les cents prochains jours et annoncé un certain nombre de mesures prioritaires. La plupart d'entre elles sont de caractère social : augmentation des pensions de retraite, introduction d'un 13ème mois pour les salariés du secteur public, révision du système des primes des fonctionnaires, attribution de bourses aux élèves de l'enseignement professionnel, subventions pour l'installation de systèmes photovoltaïques pour les particuliers etc. Ces mesures pourraient avoir un impact sur le budget primaire 2016 qui présentait un excédent de l'ordre de 4% du PIB en 2015.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rupture des relations diplomatiques entre le Soudan et l'Iran

Le Soudan a donné deux semaines aux représentants diplomatiques iraniens à Khartoum pour quitter le territoire et ferme son ambassade à Téhéran. Ceci fait suite à l'incendie partiel de l'ambassade saoudienne à Téhéran et à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Soudan confirme ainsi son éloignement de l'Iran, après en avoir été proche dans les années 90, et son rapprochement de l'Arabie Saoudite, par une participation croissante à la campagne armée (forces terrestres et aériennes) contre les rebelles Houthis du Yémen. La Banque centrale soudanaise a reçu en 2015 deux transferts de 500 MM USD, l'un de l'Arabie Saoudite, l'autre du Koweït, qui ont été dépensés depuis.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ UEMOA : Alassane Ouattara désigné président de l'organisation

A la suite de Thomas Boni Yayi, président du Bénin, Alassane Ouattara a été élu à l'unanimité président de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA. Le président ivoirien a également été président de la CEDEAO de 2012 à 2014. Il compte inscrire son action vers une intégration accrue des économies et une coopération approfondie sur les questions sécuritaires. La Côte d'Ivoire est la principale économie de l'UEMOA avec 34% du PIB de la zone. La croissance du PIB pour l'ensemble de la zone est estimée à 7,2% en 2016 contre 6,6% en 2015.

✉ caroline.richard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Dakar et Bissau se concertent autour d'un nouvel accord de gestion de leur zone maritime commune**

Les négociations ont démarré le 11 janvier à Bissau entre les États guinéen et sénégalais. Elles portent sur l'accord de gestion de la zone maritime commune aux deux pays, et les règles de pêche qui s'y appliquent. Ce périmètre qui s'étend sur une superficie de 9 838 km² est fréquenté aussi bien par des navires actifs dans la pêche industrielle que par des embarcations de pêche traditionnelle et est administré par l'Agence de gestion et de coopération (AGC), instituée en 1995. En attendant l'aboutissement de ces nouvelles négociations, la durée d'application du protocole ayant expiré le 21 décembre a été prorogée de 6 mois (juin prochain), via la signature d'un mémorandum.

✉ redaction@jeuneafrique.com – en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters>

▼ **Les défis de l'African Rush**

Selon un récent rapport de Bearing Point, l'Afrique pourrait connaître une croissance économique et démographique sans précédent. En 2045 le continent comptera 1,9 milliards d'habitants, plus de main d'œuvre et une classe moyenne étendue aspirant à de nouvelles formes de consommation. Ces perspectives économiques impliquent la mise en place de stratégies à long terme, pour un développement « gagnant-gagnant » par les investissements « greenfield », le commerce *Bottom Of Pyramid* ou les marchés publics. La France devra se démarquer des puissances émergentes comme la Chine en favorisant les projets économiquement rentables et inclusifs, le local content et la préservation des droits de l'homme si elle veut gagner des parts de ce marché.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Afrique australe : progression globale des pays d'Afrique australe en matière de développement humain**

Le nouveau classement du programme des Nations unies pour le développement sur l'indice de développement humain fait état d'une progression, modeste, des pays d'Afrique australe, à l'exception du Swaziland (150^{ème} rang sur 188) et du Mozambique (180^{ème} rang) en repli de deux places, ce dernier restant dans les 10 pays les plus mal classés au plan mondial et au dernier rang des pays d'Afrique. Si le Botswana (106^{ème} rang) et l'Afrique du Sud (116^{ème} rang) figurent dans le 2^{ème} tiers du classement, les autres pays d'Afrique australe restent dans le dernier quart, preuve des difficultés à améliorer les conditions sanitaires, les résultats éducatifs et à mieux répartir les revenus.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Union africaine : renforcement de la coopération statistique**

Expertise France, leader public européen dans le domaine de la coopération statistique, a remporté un appel d'offre pour un contrat de service dans le cadre du programme panafricain de l'instrument européen de coopération au développement (ICD). A la tête d'un consortium européen, l'agence appuiera, à partir de février 2016, la mise en œuvre du programme *Pan African Statistics*. Doté de 7 M EUR, celui-ci vise à renforcer l'intégration à l'échelle du continent à travers l'amélioration de la qualité et de la disponibilité de l'information statistique, ainsi que la mise en place de l'Institut de statistique panafricain (Statafric) sous l'égide de l'Union africaine.

✉ clara.guilhem@expertisefrance.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique australe : confirmation du net ralentissement de la croissance en 2015

Dans ses prévisions 2015/16, la Banque mondiale estime pour l'Afrique australe une croissance moyenne de 2,1 % en 2015 après 2,7 % en 2014. A l'exception du Lesotho, qui a vu son activité progresser modestement l'an dernier, l'ensemble des pays de la zone ont vu la croissance décélérer et 7 d'entre eux ont subi une perte supérieure à un 1 point de pourcentage, reflet de l'atonie de la demande externe, de la faiblesse des prix des matières premières et de la persistance d'importants goulots d'étranglement. Pour 2016, la Banque ne prévoit qu'un faible rebond avec une croissance régionale de 2,3 %, la meilleure performance au plan régional revenant au Mozambique avec une progression de l'activité de 6,5 %.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : confiance des entreprises à son plus bas depuis 23 ans

L'indice de confiance des entreprises de la Chambre de commerce et d'industrie sud-africaine (SACCI) a de nouveau reculé en décembre à 79,6 après 82,7 en novembre. En 2015, la moyenne de l'indice s'établissait à 86,4, soit son niveau le plus bas depuis 1993, conséquence de l'anxiété croissante des entreprises au regard des fondamentaux de l'économie, à nouveau fragilisés en décembre par deux remaniements en trois jours au poste de ministre des Finances, et de l'évolution de la conjoncture mondiale (amorçage de la normalisation de la politique monétaire américaine, faiblesse des cours des matières premières et inquiétudes sur la croissance chinoise).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : forte dévaluation du Kwanza

Les autorités monétaires ont dévalué début janvier le Kwanza de 15 % face au dollar américain, le taux de change officiel s'élevant désormais à 155 AOA pour 1 USD. Il s'agit de la 3ème dévaluation conduite par les autorités depuis un an mais aussi de la plus importante après celles de juin (-6 %) et de septembre (-5,6 %). La nouvelle dévaluation, qui s'est soldée par une hausse de l'aversion au risque angolais compte tenu de son ampleur, paraissait nécessaire pour desserrer la pression sur la devise et réduire l'écart de taux entre le cours officiel et celui pratiqué sur le marché parallèle qui n'avait fait que s'accroître ces dernières semaines. Cette décision devrait également contenir les tensions sur l'évolution des réserves de change.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : forte contraction de l'activité au 3ème trimestre

Au 3ème trimestre 2015, l'activité a nettement décéléré par rapport au T3 2014, affichant une progression de 1,9 % en g.a contre 5,4 % au T3 2014. En rythme trimestriel, l'activité s'est contractée pour le 2ème trimestre consécutif de -3,7 % après -0,1 % au T2, conséquence notamment de la baisse de l'activité des mines, qui contribue à 22 % du PIB (80 % de l'exploitation minière étant le fait du seul diamant), et particulièrement des reculs des productions de diamant (-33,4 %) et de cuivre (-14,1 %), déjà pénalisées par la faiblesse des prix des minerais, l'atonie de la demande mondiale et d'importantes contraintes d'offre, en particulier en matière de production d'électricité.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : ouverture prochaine de la première bourse du pays

La Banque centrale a annoncé l'ouverture officielle pour le 22 janvier du *Maseru Securities Market*, premier marché boursier du Lesotho. Ce projet, initié dès le début des années 2000, se heurte toutefois toujours à l'absence de profondeur du marché financier local et à la faiblesse du nombre d'entreprises pouvant y être listées. Pour être cotées, les sociétés devront disposer d'au moins un million d'actions, avec des seuils minimaux d'un millier d'actionnaires et d'au moins 20 % des actions détenues par l'Etat, le secteur public restant au cœur du fonctionnement de l'économie. A ce stade, trois entreprises seraient concernées. La réglementation et la supervision des activités relèveront de la Banque centrale.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : taux d'inflation au plus haut en décembre depuis 2003

En décembre, l'inflation a poursuivi son accélération à 21,1 % en g.a après 19,5 % en novembre, le plus haut niveau depuis octobre 2003. Sur le mois, les prix ont crû de 2,1 % par rapport à novembre. En 2015, la hausse moyenne des prix est de 10,1 %, au-delà de la cible de 7 % fixée par les autorités monétaires. L'accélération des prix résulte essentiellement de l'inflation importée, due à la dépréciation continue du Kwacha (-41 % face au dollar en 2015) et des conséquences sur les prix alimentaires de la sécheresse en cours (impact fort en particulier pour les prix du maïs blanc). Selon la Banque centrale, l'inflation devrait continuer d'accélérer sur le 1er semestre du fait notamment de la faiblesse persistante du Kwacha.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : le taux de croissance pour 2015 sensiblement revu à la baisse

Selon *Statistics Mauritius*, le taux de croissance de Maurice pour 2015 devrait s'établir à 3,4% au lieu des 3,6% annoncés précédemment. Le secteur sucrier a accusé un recul de 8,2% (la production ayant été ramenée de 403 000 à 370 000 tonnes), le secteur manufacturier n'a progressé que de 1,5% (au lieu de 1,9% prévu initialement), tandis que le secteur de la construction a accusé une baisse de 4,3%. Seul le secteur du tourisme a été particulièrement performant avec une hausse de 8,6% (les arrivées de voyageurs ont atteint le nombre record de 1 140 000). Pour 2016, le service des statistiques mise sur un niveau de croissance de 3,9%, proche du taux de 4% envisagé par le FMI.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : la Bourse en net recul en 2015

La Bourse de Port-Louis a nettement chuté en 2015, le SEMDEX – l'indice phare – ayant reculé de 12,9% depuis le 31 décembre 2014. En l'espace d'un an, la capitalisation boursière est passée de 277 Mds Roupies à 252 Mds Roupies, soit une perte de valeur de 25 Mds Roupies (env. 630 M EUR) représentant une baisse équivalente à 5% du PIB. Durant la même période, un volume de 4,8 Mds Roupies (env. 120 M EUR) a été désinvesti par les opérateurs étrangers. Cette situation est due à la volatilité des places financières mondiales, mais aussi à la morosité qui a prévalu à Maurice en 2015, elle-même accentuée par la chute du groupe BAI (qui pesait 6,5 Mds Roupies, en termes de capitalisation boursière) en avril dernier.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : sortie nette de capitaux étrangers

Selon Standard Investment Bank, la bourse *Nairobi Securities Exchange* (NSE) a pour la première fois depuis 2008 enregistré une sortie nette de capitaux de 670 M KES (5,9 M EUR) en 2015. Parmi les raisons évoquées dans la presse, il faut noter l'instauration d'une loi sur la

taxation de 5% sur les gains en capital (retirée en juillet 2015) et les turbulences internationales. Les investisseurs étrangers représentaient près de 80% de la capitalisation boursière de la NSE (d'un montant total de 2 043 Mds KES - 18 Mds EUR fin 2015) et plus de 91% des ventes d'actions en 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : bilan de la visite de la directrice générale du FMI du 4 au 7 janvier**

Lors de cette visite, Christine Lagarde a avancé trois priorités pour le développement du Nigéria permettant de créer les conditions d'un environnement des affaires plus favorable : 1) réaliser des investissements dans les infrastructures, 2) améliorer le fonctionnement du secteur bancaire et enfin, 3) poursuivre les efforts en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Elle a, par ailleurs, tenu à faire savoir qu'elle ne venait pas pour imposer un programme, ni négocier des prêts sous condition mais a défendu la mise en place d'un régime de change plus flexible.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le FMI invite la CEMAC à accélérer sa diversification économique**

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, en visite au Cameroun, a invité les pays de la CEMAC dont les économies dépendent des hydrocarbures à accélérer leur diversification, la faiblesse des cours du pétrole constituant selon elle « une nouvelle réalité » pour les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Selon la patronne de l'institution de Bretton Woods, les États de la zone devront viser une diversification accrue de leurs activités, des dépenses publiques plus restreintes et un approfondissement des échanges commerciaux. La croissance de la CEMAC a décroché de deux points et demi en 2015, et s'établit à 2,4 % du PIB.

✉ redaction@jeuneafrique.com – en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters>

▼ **Nigéria : budget de l'Etat de Lagos**

Avec une population de 21 millions d'habitants, l'Etat de Lagos a un PIB estimé à plus de 90 Mds USD, supérieur à celui de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun réunis. Pour 2016, l'Etat affiche une progression de son budget de plus de 30% à 3,4 Mds USD, tirée par une augmentation conséquente de 55% des dépenses d'investissement. Les infrastructures, notamment de transport et le secteur de l'éducation, seront les principaux bénéficiaires de cette hausse du budget. Pour 2016, les seules rentrées fiscales internes devraient représenter 55% des revenus de l'Etat (contre 70% l'an passé).

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : fin des ventes de dollars par la Banque centrale aux bureauxbureaux de change**

Jusqu'à présent, la Banque centrale du Nigéria vendait des dollars aux bureaux de change au taux officiel (197 NGN/1 USD), qui étaient ensuite revendus au taux parallèle. Accusant les bureaux de change de profiter d'une rente de situation, la Banque centrale a décidé de suspendre ces ventes, qui contribuent à la baisse des réserves de change, atteignant désormais 28,9 Mds USD (-14% depuis fin 2014). Cette annonce a provoqué une forte baisse du Naira sur le marché parallèle, s'échangeant ce jour à 300 NGN/1 USD à Kano, 290 à Lagos et 292 à Abuja.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le bureau de gestion de la dette prévoit de lever entre 1,8 Md USD et 1,3 Md USD sur le marché de la dette domestique au cours des 3 premiers mois de 2016**

Cet endettement pendra la forme d'obligations d'Etat de maturité 5 et 10 ans avec un rendement annuel de 15,54%. Par ailleurs, le Financial Times a révélé que l'Etat nigérian prévoyait d'emprunter 4,5 Mds USD afin de combler le déficit de 9 Mds USD du budget 2016. En effet, le Nigéria pourrait émettre un eurobond au cours du premier semestre, et solliciter de nouveaux prêts auprès de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Façade atlantique de l'Afrique : améliorer la prévention et la réponse aux épidémies biologiques**

Dans l'objectif de renforcer la prévention et la réponse à de futures épidémies biologiques dans les pays de la façade atlantique de l'Afrique, Expertise France lancera, le 27 janvier 2016, le projet *Improved Regional Management of Outbreaks in the CBRN Centres of Excellence Partner Countries of the African Atlantic Facade*. Financé par l'Union européenne à hauteur de 3,5 M EUR, ce projet couvrira, dans un premier temps, 8 pays d'Afrique de l'Ouest et le Maroc. A travers des exercices régionaux, il visera à renforcer les capacités de ces pays en matière de prévention, de surveillance et de planification de secours viables en réponse aux épidémies.

✉ florianne.heine@expertisefrance.fr

▼ **Côte d'Ivoire : nomination d'un nouveau gouvernement, Ouattara et Duncan misent sur la stabilité**

Suite à la démission et à la reconduction du Premier ministre Daniel Kablan Duncan, la composition du nouveau gouvernement a été rendue publique le 12 janvier. Alors qu'un remaniement de grande ampleur était attendu, les changements demeurent limités. L'équipe gouvernementale s'agrandit en enregistrant quatre départs et sept arrivées dont quatre femmes. Vingt-deux ministres ont été reconduits et certains portefeuilles scindés. Abdourahmane Cissé est reconduit au budget. Deux entrées de hauts fonctionnaires au gouvernement sont remarquées : celle d'Adama Koné (ex-DG du Trésor) à l'économie et aux finances et celle de Pascal Abinan Kouakou (ex-DG des impôts) à la fonction publique.

✉ caroline.richard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : quinze candidatures validées pour les élections présidentielles de février**

La Cour constitutionnelle a annoncé le 9 janvier dernier la validation de quinze candidatures pour les élections présidentielles du 21 février, dont le président en exercice Mohamadou Issoufou. On note la candidature d'Amadou Boubacar Cissé, ancien ministre du Plan, et de l'opposant Hama Amadou, actuellement en prison et dont la demande de remise en liberté a été rejetée le 11 janvier. Les effets de la campagne électorale se font déjà sentir, bien qu'elle ne débute officiellement que le 30 janvier. Le climat politique est tendu, notamment suite à l'annonce par le président mi-décembre d'un coup d'État déjoué. Cette annonce fut suivie d'une vague d'arrestations de militaires.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Bénin : inflation des candidatures à l'élection présidentielle**

La période de dépôt des dossiers de candidature à la présidentielle de février 2016 est arrivée à terme le mardi 12 janvier. La Commission électorale nationale autonome (Cena) a accepté 48 déclarations de candidature sur 52 dossiers réceptionnés. Le Premier ministre Lionel Zinsou et candidat des FCBE (coalition au pouvoir), les hommes d'affaires Patrice Talon et Sébastien Ajavon, l'ancien Premier ministre Pascal Koupaki et l'ancien directeur du cabinet militaire de Boni Yayi, Robert Gbian, sont candidats. Les candidatures, qui doivent encore être validées par la Cour constitutionnelle, sont en nette augmentation par rapport aux scrutins précédents, témoignant de la vigueur des débats.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : baisse des prix des carburants et l'augmentation des allocations familiales**

Le 1er janvier 2016, le prix du super est passé de 650 FCFA à 630 FCFA, et celui du gasoil de 600 FCFA à 575 FCFA. Pour mémoire, sur le conseil du FMI, en juillet 2014, l'Etat réduisait le montant de la subvention à la société nationale de raffinage en relevant les prix du super et du gasoil qui passaient respectivement de 569 FCFA à 650 FCFA et de 520 FCFA à 600 FCFA. Pour ce qui est de l'augmentation des allocations familiales, le montant de l'augmentation n'est pas encore connu. L'allocation familiale s'établissait avant le 1er janvier 2016 à 1800 FCFA par mois et par enfant.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : promulgation de la loi de finances pour l'exercice 2016**

Le président de la République, Joseph Kabila Kabange, a promulgué le 31 décembre 2015, le budget 2016 de l'Etat. Ce budget est équilibré en recettes et en dépenses, à 8 476,4 Mds CDF (8 Mds USD), soit 20,7% du PIB 2015, en recul de 0,2% par rapport au budget 2015 (8 496,3 Mds CDF). Pour rappel, cette loi de finances 2016 s'élabore dans le contexte de par la baisse des cours des principales matières premières d'exportation du pays, de la tenue des élections présidentielles, et du redécoupage territorial.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : les Pays-Bas terre de justice extraterritoriale pour Shell

Mi-décembre la cour d'appel de la Haye a décidé que Royal Dutch Shell pourra être jugée devant les tribunaux néerlandais concernant la plainte déposée en 2008 par quatre nigériens qui avaient vu leurs terres détruites par les fuites d'oléoducs de sa filiale au Nigéria. La justice avait toujours refusé de statuer sur les plaintes contre la maison-mère et n'a reconnu qu'une fois la responsabilité de la filiale. Cependant, le rapport d'octobre « *Clean it Up* » par Amnesty International démontre que le nettoyage des fuites de pétrole des années 2004 à 2007 n'a toujours pas été effectué. Ainsi la combinaison des procédures marque une avancée dans le développement du principe d'extraterritorialité.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ Angola : appel d'offres réservé aux entreprises chinoises

Le Bureau des marchés publics de la Maison civile du président de la République a publié fin 2015 un appel d'offres pour la réalisation de travaux d'infrastructures dans 7 pôles de développement industriel : Menongue, Malanje, Dondo, Soyo, Caala, Negage et Porto Amboim. Ces projets s'inscrivent dans l'Accord-cadre de coopération financière entre l'Angola et la Chine, qui s'appuie notamment sur la ligne de crédit chinoise, destinée au financement de projets d'investissements publics prioritaires. Les entreprises chinoises concourant à l'appel d'offres doivent faire partie d'une liste agréée par le gouvernement chinois et ont l'obligation de faire appel à la sous-traitance angolaise afin d'assurer un contenu local de 20% minimum.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : lutte du gouvernement contre l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers

Le gouvernement a décidé de durcir sa politique à l'égard des employeurs ne respectant pas la législation relative à l'emploi des travailleurs étrangers. Suite à plusieurs visites impromptues d'entreprises, le ministre de l'Emploi et son vice-ministre ont pu constater la présence de travailleurs dépourvus de permis de travail, et dont le permis de travail temporaire (CTA) délivré à l'entrée sur le territoire, d'une validité de trois mois, était expiré. Les entreprises ne se conformant pas à la législation s'exposent à l'expulsion de leurs travailleurs étrangers, ainsi qu'à une amende. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité des initiatives du président Magufuli contre les pratiques frauduleuses.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : clarification annoncée des règles d'indigénisation

Les autorités vont prochainement clarifier la politique d'indigénisation en assouplissant en partie l'objectif de 2011 visant à rendre obligatoire la détention par des capitaux locaux d'au moins 51% du capital de toute société opérant dans le pays. Cette clarification, souhaitée par le FMI, a pour objet de favoriser les investissements étrangers. Les entreprises devraient pouvoir être affranchies, dans des secteurs cernés, de l'exigence de capital en contrepartie d'actions de promotion d'émancipation économique ciblant les populations noires sur le modèle sud-africain du *Black Economic Empowerment*. Une redevance d'indigénisation plus ou moins élevée en fonction des efforts déployés doit par ailleurs être adoptée.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : deux entreprises françaises pour l'étude d'impact du barrage Grande Renaissance**

Le cabinet français d'ingénierie Artelia a été sélectionné par l'Ethiopie, l'Egypte et le Soudan pour conduire l'étude d'impact de la construction du barrage Grande Renaissance sur les ressources en eaux du Nil. Il remplace le hollandais Deltares qui s'est retiré du projet en septembre dernier, et rejoint ainsi le cabinet d'études BRL Ingénierie, retenu depuis mars 2015. L'étude d'impact débutera en février prochain pour une durée de 15 mois. Pour rappel, le barrage Grande Renaissance devrait être, avec une puissance de 6 000 MW, le plus grand d'Afrique. Son coût de construction est estimé à 4,2 Mds USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Urbanisme : Abidjan passe à l'horizontale**

Des bâtiments moins hauts, plus écologiques et moins coûteux... après des années d'illusion verticale, c'est la nouvelle tendance, plus pragmatique, dans la capitale économique. Depuis son aéroport, en plein essor et flanqué désormais de plusieurs hôtels de luxe, « la ville fait peau neuve », selon Bénié Adou, l'architecte du Radisson Blu qui y sera bientôt inauguré. Mais exit les gratte-ciel, Abidjan est passée à des bâtiments plus respectueux des normes environnementales, moins coûteux en entretien, et les architectes les plus en vue du moment à Abidjan développent des projets moins dispendieux : élaboration de logements sociaux, réalisation de quartiers pavillonnaires...

✉ redaction@jeuneafrique.com – en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters>

▼ **Angola : établissement d'un fonds routier**

Confronté à un réseau routier construit grâce aux lignes de crédit chinoises, avec des routes principales endommagées à 80% du fait de malfaçons, d'un bitumage aléatoire (9% seulement des routes principales asphaltées) et d'un défaut d'entretien, le gouvernement angolais a décidé de mettre en place un nouveau modèle de fonds routier en capacité d'agréger l'ensemble des ressources financières destinées à l'entretien et à la maintenance du réseau. Ce fonds aura tout pouvoir pour examiner et approuver le programme annuel de conservation et d'entretien des routes soumis par le ministère de la Construction, les gouvernorats provinciaux et les administrations municipales, en vue de leur intégration dans le programme national d'investissement.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Signature d'un prêt de 56 M EUR entre Kenya Power et l'AFD pour financer le plan directeur de distribution d'électricité**

Kenya Power (KPLC), l'opérateur national en charge de la distribution d'électricité, et l'AFD ont signé un prêt non souverain de 56 M USD le 11 décembre. Ce prêt vise à financer le renforcement du réseau de distribution électrique kényan dans le cadre du plan directeur 2012-2030 du sous-secteur. Il concerne trois zones majeures d'activité au Kenya : Mombasa, Kisumu et Nairobi. L'objectif est de diminuer le nombre de coupures, de réduire le niveau de pertes techniques (enjeu d'efficacité énergétique) et d'augmenter la capacité du réseau de distribution. Le gouvernement du Kenya a fait du secteur électrique une de ses priorités en matière d'investissement public.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : signature de deux nouvelles conventions AFD dans l'agriculture et la formation professionnelle**

Le 7 janvier 2016, deux conventions de financement ont été signées entre la République de Madagascar et l'AFD dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme. Pour l'agriculture, un projet de 7 M EUR sur 4 ans permettra de développer les services d'appui aux agriculteurs. A terme, 150 000 exploitations agricoles familiales amélioreront leur productivité et leurs revenus. Le second projet porte sur un montant de 500 000 EUR visant à moderniser la formation professionnelle dans l'hôtellerie. L'AFD souhaite aider l'Etat malgache à lutter contre la pauvreté en développant les compétences et les savoir-faire dans des secteurs à fort potentiel comme le tourisme et l'agriculture.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ **Togo : éligibilité au programme *Threshold* du MCC**

Le conseil d'administration de la *Millennium Challenge Corporation* (MCC) a récemment rendu éligible le Togo aux financements du programme de seuil (*Threshold Program*). Ce programme est une subvention, d'un montant de 5 à 60 M USD sur deux ou trois ans, destinée à aider les pays dans le cadre de leurs efforts à être éligibles au *Compact Program* de la MCC, dont le montant peut atteindre 500 M USD. Une mission de l'agence est attendue dans les prochaines semaines pour engager les discussions et aider à la préparation du programme. Il sera ensuite soumis au conseil d'administration à Washington qui décidera de l'enveloppe à allouer au Togo.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la BAfD va financer l'extension de la centrale à gaz de Kribi pour un montant de 15,7 Mds FCFA**

Le projet d'extension de la centrale à gaz de Kribi prévoit d'augmenter la capacité de production de 216 MW à 330 MW. La Banque africaine de développement est pour l'instant le seul bailleur à financer le projet, d'un coût estimé à 65 Mds FCFA. Norfund (fonds norvégien) et CDC (*Commonwealth Development Corporation*), actionnaires de la centrale, recherchent des financements auprès de la Société financière internationale (SFI). Pour mémoire, l'exécution des travaux d'extension de la centrale à gaz de Kribi a été attribuée au groupe finlandais Wartsila, constructeur de la centrale.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : projet PADIR - approbation et adoption du budget pour l'exercice 2016**

Le budget 2016 du Projet d'appui au développement des infrastructures rurales (projet qui bénéficie d'un appui financier de la BAfD), s'élève à 54 M USD. Les activités retenues pour l'exercice 2016 sont : le désenclavement des bassins de production dans les provinces du Kongo Central, du Bandundu, des deux Kasai et du Katanga, le renforcement des infrastructures communautaires de commerce, la promotion des services sociaux et économiques de base, ainsi que l'acquisition des équipements nécessaires pour le bon fonctionnement des différents centres de réinsertion sociale.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **STP : Nouvel accord de coopération avec Taïwan pour 15 M USD**

Taiwan a signé un nouvel accord de coopération avec l'archipel, pour 15 M USD, au profit des secteurs des infrastructures et de l'agriculture qui recevront la plus grande part des fonds, mais également la santé, l'éducation, le tourisme et l'entrepreneuriat des jeunes. Taïwan a fourni environ 250 M USD à Sao Tomé depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1997.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : point sur la négociation commerciale agricole avec les Etats-Unis

Bien que les autorités sud-africaines aient annoncé la semaine dernière avoir trouvé un accord sur les exigences sanitaires à l'importation de viande en provenance des Etats-Unis (volaille, bœuf et porc), les autorités américaines ont annoncé cette semaine que l'accès préférentiel au marché américain dans le cadre de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) pour les produits agricoles et agro-alimentaires sud-africains était conditionné à la preuve de l'importation des premiers contingents de viande américaine en Afrique du Sud d'ici au 15 mars au plus tard. En cas de suspension de l'AGOA pour les produits agricoles sud-africains, les filières agrumes, macadamia et vins seraient les premières touchées.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : impact de la sécheresse sur les prix alimentaires

Les conditions de sécheresse, qui prévalent depuis le début de la campagne agricole en Afrique du Sud et en Afrique australe, persistent en raison du phénomène El Nino particulièrement marqué cette année. L'Afrique du Sud s'oriente vers une production de maïs de 50% inférieure à la moyenne, la fenêtre de semis étant désormais dépassée dans le pays. Les importations pourraient atteindre 4 à 5 M t mais le pays pourrait faire face à des difficultés d'approvisionnement en maïs blanc, qui est à la base de l'alimentation humaine, cette céréale étant peu produite dans le monde. Le prix du maïs blanc a augmenté de 120 % sur un an. De plus, la dépréciation du Rand va considérablement alourdir la facture alimentaire.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : diversification des productions agricoles

Le gouvernement zambien pousse ses agriculteurs à diversifier leurs productions agricoles pour faire face aux effets et risques du changement climatique. Le ministère de l'Agriculture a exhorté les agriculteurs à se diversifier vers des secteurs tels que l'élevage et la pisciculture. Le ministre a ainsi expliqué qu'il existait des opportunités pour la production de bétail et l'aquaculture en Zambie. Selon lui, cela permettrait aux agriculteurs d'obtenir des revenus plus réguliers. Bien que le maïs soit l'une des principales productions zambiennes, ce ministre pousse également les producteurs à répartir leurs risques en plantant des cultures comme l'arachide, le manioc, le riz, le soja et le tournesol.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Nigéria : une filiale de NNPC annonce la mise en route de son unité de production d'engrais

La société Indorama Eleme, autrefois filiale de la NNPC puis privatisée en 2006, vient d'annoncer la mise en route au premier trimestre 2016 de son usine de production d'engrais dans l'Etat de Rivers. Ce projet, dont le coût est estimé à plus de 1,2 Md USD, a reçu en 2013 un prêt de 100 M USD de la Banque africaine de développement. La capacité de production de l'usine pourrait atteindre 4000t/jour d'engrais azotés et 2300t/jour d'ammoniac. Le pays, qui importe près de la totalité des engrais pétrochimiques utilisés dans le secteur agricole pourrait, d'ici 2017, satisfaire sa demande nationale et se positionner comme le plus grand exportateur d'engrais pétrochimiques de l'Afrique de l'Ouest.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : InVivo NSA et Olam Group s'associent au Nigéria

La société française InVivo, premier groupe coopératif agricole français et spécialiste de la nutrition et de la santé animale, a officialisé le 6 janvier la signature d'un partenariat au Nigéria avec la société singapourienne Olam. Ce partenariat, d'une durée de deux ans, prévoit une assistance technique et un partage d'expertise sur le développement de solution en nutrition animale. La filiale nigériane du Groupe Olam a récemment déclaré vouloir pénétrer le marché nigérien de l'alimentation d'élevage dont il prévoit une croissance annuelle moyenne de 10% sur la période 2015-2020. En 2014-2015, la branche Nutrition et Santé Animale d'InVivo a réalisé 1,5 Md EUR de chiffre d'affaires dont 1,2 Md EUR à l'international.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouveaux investissements dans l'élevage bovin

L'investissement dans l'élevage se poursuit au Nigéria, avec l'exemple récent de l'Etat d'Osun (Sud-Ouest), qui vient de signer un accord de partenariat avec l'américain Jil Farms. La société s'engagera à hauteur de 50 M USD d'investissement dans l'élevage bovin pour des centres de reproduction, d'engraissement, et de transformation. Respectivement 1500 ha et 475 ha ont été affectés à Ilawo et Iwo (nord d'Ibadan), où il existe également des centres de formation agricole. Les espèces sélectionnées sont la Boran (originaire des Oromo d'Ethiopie), et la Touli (du Zimbabwe). En Afrique du Sud, cette race a été l'objet de croisement avec la Limousine. Des perspectives de coopération sont à étudier dans ce domaine pour les entreprises françaises.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Togo : la production cotonnière en forte baisse

Après une campagne 2014/2015 en croissance (114 000 tonnes, en hausse de 45 % par rapport à 2013), la production de coton est retombée à 85 000 tonnes pour la campagne 2015/2016, soit une diminution de 25 % alors que les prévisions tablaient sur une hausse à 130 000 tonnes. Le déficit de précipitations explique en grande partie cette baisse. Pour rappel, le Togo envisage une production de 200 000 tonnes de coton à l'horizon 2022.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Rwanda : acheminement des exportations minières par le port de Mombasa

Les entreprises minières rwandaises Mineral Supply Africa (MSA) et Trading Services Logisitcs ont décidé de faire transiter une partie de leurs conteneurs de marchandises par le port de Mombasa (jusqu'au deux tiers pour MSA) plutôt que par Dar Es Salaam. Cette décision intervient alors que les deux entreprises font face au vol récurrent de marchandises dans le port de Dar es Salaam, se chiffrant pour chacune à 1 M USD. Le port tanzanien représente pourtant plus de 70% de la totalité du commerce maritime rwandais. Le transit par Mombasa devrait engendrer une augmentation des coûts de transport de 500 M USD par conteneur et un temps de transport allongé d'une semaine.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Cameroun : le gouvernement approuve la construction d'une centrale solaire de 20 MW**

Une centrale photovoltaïque de 20 MW sera construite dans la région de l'Adamaoua, au nord du Cameroun. Le ministre de l'Eau et de l'énergie, Basile Atangana Kouma, en a validé l'avant-projet détaillé en recevant le consortium constitué de deux sociétés françaises, le groupe d'ingénierie générale du solaire et la société d'investissement Arborecence Capital. D'un montant de 18 Mds FCFA (27,4 M EUR), ce projet sera lancé après la signature du contrat d'achat de l'électricité qui doit y être produite par l'énergéticien national Eneo. C'est le premier jalon d'un programme de construction de centrales solaires que le consortium français veut mener au Cameroun, visant une capacité globale de 300 MW.

✉ redaction@jeuneafrique.com – en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters>

▼ **Angola : poursuite du développement de Total dans le pays**

Total a annoncé avoir signé une lettre d'intention avec la compagnie nationale angolaise Sonangol pour l'exploration des concessions en eaux très profondes de l'Ouest de l'Angola. Ce projet devrait générer un investissement de plusieurs centaines de millions USD. En outre, un protocole d'entente a aussi été signé afin d'autoriser Total à distribuer et vendre des produits pétroliers dans le pays. Sonangol a enfin signé un engagement modificatif sur le projet offshore Kaombo, l'un des plus prolifiques en Angola, opéré par Total, afin d'atteindre une capacité de production de plus de 220 000 barils de pétrole par jour, représentant une augmentation significative (8,8%) de la production de pétrole de l'Angola.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : dynamique de la production hydroélectrique**

La centrale hydroélectrique de Cahora Bassa a atteint en 2015 un record de production d'électricité en générant 16 978 GW/h, soit sa meilleure performance depuis sa mise en service en 1977. Cette centrale a enregistré des ventes d'un montant de 12,2 Mds MZN (258 M USD), les bénéfices d'exploitation pour l'année ayant atteint 6,1 Mds MZN (130 M USD). Son exploitant attribue cette production record aux importants investissements réalisés ces dernières années par la société dans le cadre de son plan d'ingénierie (environ 132 M USD), notamment via la réhabilitation des déversoirs, la rénovation du convertisseur de la sous-station du barrage de Songo et le renforcement des fondations des pylônes supportant les lignes de transmission.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : modernisation en cours du réseau électrique**

Electricidade de Mozambique (EDM), la compagnie publique d'électricité, a annoncé l'octroi, par la banque de développement allemande, KfW, d'un prêt de 29 M EUR afin de soutenir des projets visant à améliorer l'approvisionnement en électricité dans le pays. 20 M EUR seraient investis dans la ligne de transport haute tension située entre le Mozambique et le Malawi et les 9 M EUR restants seraient destinés au financement du plan d'investissement à court terme de la compagnie.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : 11 compagnies, dont 3 françaises, pré-qualifiées pour un premier projet d'énergie solaire**

Onze compagnies, dont trois françaises, EDF Energie Nouvelle, EREN et Neoen, ont été retenues par l'Industrial Development Corporation Zambia Limited (IDC) pour assurer le premier

projet d'énergie solaire du pays. L'appel d'offres de pré qualification avait été lancé du 5 octobre au 13 novembre 2015 par IDC, société d'investissement publique. Le projet porte sur le développement de deux centrales photovoltaïques de 50 MW à Lusaka et correspond à la volonté gouvernementale de développer la filière et acquérir jusqu'à 600 MW d'énergie photovoltaïque pour alimenter le réseau national et réduire le déficit énergétique dont souffre le pays.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ Mali : lancement de la *Solektra Solar Academy*

Cette académie, fondée par Solekta International, société américaine qui porte l'initiative *Akon Lighting Africa*, a été inaugurée le 16 décembre à Bamako. Dédiée aux technologies solaires, elle formera annuellement 200 ouvriers qualifiés aux systèmes d'électrification décentralisés en milieu rural et à la sensibilisation au marché du solaire. L'académie permettra à *Akon Lighting Africa* de disposer des ressources humaines nécessaires pour son projet. L'initiative a vocation à électrifier les villages africains par une solution solaire. Elle est déjà présente dans 15 pays africains et souhaite étendre ce nombre à 25 l'année prochaine avec 1 Md USD accordé par un *pool* de banques.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le manque de carburant pénalise à nouveau les brazzavillois

En ce début du mois de janvier, les stations-services de Brazzaville sont inondées de longues files d'attente en raison d'une pénurie de carburant non-expliquée par les autorités compétentes. En décembre 2015, en raison d'une énième pénurie qui touchait les villes de Brazzaville et Pointe-Noire, le directeur interdépartemental des hydrocarbures expliquait qu'une panne était survenue au niveau de la Congolaise de Raffinage (CORAF), qui n'arrivait plus à satisfaire la demande nationale en produits raffinés. Il annonçait une normalisation de la situation dans un délai bref, grâce à l'importation imminente d'essence, fuel et gasoil. Un mois après cette déclaration, le problème persiste.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : 12 nouveaux trains pour le « Gautrain »

Le consortium Bombela, en charge de l'exploitation et de la maintenance du réseau de train urbain rapide «Gautrain», a lancé le 11 janvier un appel de qualification pour le renouvellement d'une partie de son matériel roulant. Celui-ci est actuellement composé de 24 trains, soit 96 voitures reliant Johannesburg, Pretoria et l'aéroport international Tambo. Le montant du contrat est estimé à 166 M EUR. Dans un premier temps, le contrat inclura le design, la fabrication et la livraison de 12 nouveaux trains. Dans un second temps, il s'agira d'opérer la modernisation du système signalétique, l'extension des dépôts de stockage ainsi que la maintenance.

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

▼ Maurice : l'industrie cannière en quête d'un nouveau souffle

L'échéance en 2017 de la suppression des quotas sucriers imposés aux betteraviers européens, associée à une poursuite de la baisse des cours mondiaux du sucre, a imposé une reconversion partielle de l'industrie cannière à Maurice. D'ores et déjà, nombre de terres agricoles ont été converties en sites dédiés à de l'immobilier résidentiel. De plus, l'industrie

locale a mis l'accent – avec un certain succès - sur la production et l'exportation de sucre blanc, de sucres spéciaux et de rhum, ainsi que sur la diversification des débouchés (ex : Afrique orientale et australe). Aujourd'hui, la plus ancienne activité de l'île ne représente plus que 9,5% des exportations du pays : en 2015, la production totale de sucre s'est élevée à 370 000 tonnes.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : vente annoncée de parts de TANESCO par le gouvernement**

Le gouvernement tanzanien lancera cette année une offre publique concernant 49% des parts de TANESCO, la compagnie nationale d'électricité, dont il conservera le contrôle. Cette mesure visant à attirer les investisseurs privés dans le secteur électrique s'accompagnera d'une restructuration de l'opérateur qui sera divisé en trois unités : production, transmission et distribution. Le gouvernement prévoit également d'investir 1,1 Md EUR dans la compagnie afin de répondre au déficit de 1000 MW et d'atteindre l'objectif de connecter 3 foyers sur 4. TANESCO est un opérateur stratégique pour le pays, dont les fréquentes coupures de courants sont régulièrement dénoncées par le secteur privé.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Le câble sous-marin MainOne reliant le Nigeria au Cameroun est opérationnel**

Dans un communiqué paru le 11 janvier, le fournisseur nigérian de services de télécommunication MainOne a annoncé la mise en service, depuis décembre, du segment de son câble sous-marin reliant Lagos, poumon économique du Nigeria, à Kribi, au Cameroun. Réalisée pour un montant de 14 Mds FCFA (environ 21,3 M EUR) par le gouvernement camerounais et fruit d'un partenariat entre MainOne, le ministère des Postes et télécommunications, et l'équipementier chinois Huawei Marine Network, cette infrastructure longue de 1 100 km, dont l'installation a duré six mois, permettra de fournir une capacité de 1,28 terabit/seconde, relevant ainsi le taux de pénétration du haut débit fixe du Cameroun.

✉ redaction@jeuneafrique.com – en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters>

▼ **Lancement de l'école numérique franco/sud-africaine WeThinkCode**

Avec le soutien de ses partenaires First National Bank, BBD et Derivco, l'école numérique franco/sud-africaine WeThinkCode a vu le jour avec l'ouverture de son premier campus en janvier 2016 à Johannesburg. WeThinkCode est basé sur le même modèle que l'Ecole 42 en France et propose une formation intensive de pair à pair, sans professeur et sans classe. Les étudiants apprennent les uns des autres et travaillent conjointement à la résolution de problèmes de programmation de difficulté croissante. Gratuite et ouverte à toute personne âgée de 17 à 35 ans, WeThinkCode acceptera les étudiants sans tenir compte de leur parcours scolaire, de leur milieu social ou encore de leur situation financière.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

▼ **Ethiopie: fusion des deux banques publiques CBE et CBB**

La *Gouvernement Financial Enterprises Agency* a approuvé, fin décembre 2015, l'absorption de la *Construction and Business Bank* (CBB) par la gigantesque *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE). Avec plus de 318,5 Mds ETB d'actifs (13 Mds EUR), l'institution financière publique

issue de cette fusion entend devenir l'une des plus puissantes et compétitives du secteur au niveau régional mais également mondial. À noter que la CBE ne dispose pour l'heure que d'une seule succursale à l'international, située à Djouba au Sud-Soudan. Suite à cette fusion, le secteur bancaire éthiopien devrait désormais compter 18 établissements bancaires.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Unitel prête à prendre 10% supplémentaires dans le capital de BFA

L'entreprise angolaise de télécommunications mobiles Unitel est intéressée par le rachat à la Banque portugaise BPI, de 10% du capital de la banque angolaise BFA (transaction estimée à 140 M EUR), dans laquelle elle détient déjà 49,9% et BPI 50%, afin de prendre le contrôle de l'institution financière. Elle fixe également les modalités de rachat, à savoir 50 M EUR au moment de l'acquisition, le solde en plusieurs tranches de 30 M EUR. BPI souhaite en effet se désengager de BFA par le biais d'une cession simple, soumise à l'approbation de la Commission du marché des valeurs mobilières portugaise CMVM et de la Banque centrale angolaise.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : pays leader du tourisme de luxe en Afrique

L'Afrique du Sud est la première destination africaine pour le tourisme de luxe. Selon une étude du *New World Health*, plus d'un quart (soit 11 000 sur 43 000) des multimillionnaires s'étant rendus en Afrique entre septembre 2014 et septembre 2015, ont visité l'Afrique du Sud. Selon cette étude, plusieurs hôtels sud-africains figurent au rang des 10 hôtels les mieux classés d'Afrique, parmi lesquels le 12 Apostles Hotel & Spa du Cap (2^{de} position), l'Oyster Box d'Umhlanga (5^{ème}), le Palace of Lost City (Sun City) à proximité de Johannesburg (7^{ème}), le Cape Grace du Cap (8^{ème}) ainsi que le Beverley Hills Hotel de Durban (9^{ème}). L'étude a aussi révélé que 4 des 10 meilleurs sites de safaris africains se trouvaient en Afrique du Sud.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : une hausse du trafic au Port autonome d'Abidjan (PAA) qui masque un manque de compétitivité

Le directeur général du PAA a annoncé un trafic global en croissance de 3% pour l'année 2015 à 21,43 millions de tonnes. Cette croissance ne permet néanmoins pas de retrouver les volumes de 2012 alors que le trafic s'est inscrit en baisse en 2013 (21,47 millions de tonnes) et 2014 (20,81 millions de tonnes). Si le trafic national (+8%) et le trafic en transit (+6%) sont en hausse, le transbordement, non captif, a subi une forte chute au profit d'autres ports de la région comme celui de Lomé (Togo). Les opérateurs économiques déplorent le manque de compétitivité-prix d'Abidjan, l'engorgement constant et le déficit d'infrastructures. Des travaux sont en cours pour résoudre ce dernier point.

✉ caroline.richard@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap Vert : TACV bénéficie de nouvelles mesures de sortie de crise

Les autorités cap verdienne ont signé avec la banque Caixa Economica une résolution portant rachat de la dette de la Transportes Aéreos de Cabo Verde (TACV) dont l'Etat est l'unique actionnaire. Cette opération, garantie par le Trésor, porte sur un montant de 11,6 M USD permettant ainsi de repousser l'échéance des remboursements de 15 ans à des taux moins onéreux. Cette mesure offre aux autorités une marge suffisante pour la mise en œuvre du plan de redressement financier et de restructuration de la compagnie, qui fait face à des difficultés financières, conséquence de résultats négatifs enregistrés depuis 2013.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Coopération réussie entre start-up françaises en Afrique de l'Ouest**

Trois start-up du réseau Up Afrique annoncent une coopération inédite intégrant une offre d'énergie solaire prépayée (Sunna Design) financée par le prêt participatif (Lendosphere) et éligible aux crédits carbone (Ecosur Afrique). La première opération de financement participatif a permis de collecter 0,5 M EUR en 44 jours, soit un déploiement initial visant 2 500 foyers équipés en éclairage public et domestique au Sénégal au cours du 1^{er} semestre 2016. Créé en 2015, Up Afrique est un réseau de start-up françaises de l'économie verte, actives en Afrique.

✉ f.lesache@ecosurafrique.com

▼ **Nigéria : Dangote pourra contourner l'interdiction d'accès au Forex - Banque centrale du Nigéria**

A l'occasion d'une visite de chantier de la future raffinerie du Groupe Dangote située dans la Lekki Free Trade Zone de Lagos, le gouverneur de la Banque centrale a publiquement affirmé son soutien au groupe concernant l'accès au marché des changes pourtant drastiquement restreint depuis juin 2015. « Nous faisons cela afin d'accélérer l'importation d'équipements nécessaires à l'achèvement de ce projet et d'encourager d'autres nigériens à suivre cet exemple » a-t-il déclaré. Aliko Dangote estime que cette raffinerie, dès sa mise en service fin 2017, devrait rapporter 6 Mds USD/an à l'économie nigérienne.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : les pluies hors-saison entraînent l'interruption de l'égrenage par la CMDT**

La compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT) vient d'annoncer qu'elle suspendait l'égrenage dans la plupart des régions productrices de coton du pays après que le Mali ait enregistré des pluies inhabituelles pour la saison. Pour l'heure, les dirigeants n'ont pas précisé combien de temps durerait l'interruption mais, selon les analystes, cet aléa pourrait repousser la fin de la saison prévue pour le 31 mars. L'année dernière, des pluies tardives avaient déjà fait manquer au Mali son objectif de production. Le pays qui tablait sur une récolte de 650 000 tonnes s'était retrouvé avec 550 370 tonnes.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Décathlon teste le marché ivoirien via le site de e-commerce Jumia**

Décathlon lancera ses activités commerciales en Côte d'Ivoire le 14 janvier, une première en Afrique subsaharienne. Le fabricant et distributeur d'articles de sport, propriété de la famille Mulliez, souhaite tester le marché ivoirien via le e-commerce. Décathlon ne va pour l'instant pas ouvrir de magasin, mais distribuera dans un premier temps ses produits via le site de e-commerce leader en Côte d'Ivoire, Jumia (groupe germano-sud-africain AIG). Décathlon a ouvert une filiale et un entrepôt à Abidjan et distribuera principalement les marques maisons au prix accessible. Cette nouvelle arrivée témoigne du dynamisme de la grande distribution en Côte d'Ivoire, après l'arrivée de PlaYce (Carrefour/CFAO) en décembre.

✉ caroline.richard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la banque d'affaires Lazard retenue pour la recherche d'un investisseur pour Alucam**

Un an après le départ de Rio Tinto Alcan de l'actionnariat de la compagnie camerounaise d'aluminium (Alucam), la recherche de l'investisseur reprenneur de ses actions a été confiée à la banque d'affaires Lazard. Le détail de l'accord signé entre Alucam et Lazard n'est pas connu, notamment le temps dont dispose Lazard pour trouver l'investisseur. Pour mémoire, le groupe Rio Tinto Alcan a quitté le capital d'Alucam (dont il détenait 46,7% des parts) le 31 décembre 2014, pour des raisons de divergence dans la vision de développement du groupe.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : 900 000 tonnes de pétrole brut raffinés en 2015 par la Sogara**

La Société gabonaise de raffinage (Sogara) a raffiné en 2015, 900 000 tonnes de pétrole brut, soit la troisième plus grosse performance de son existence depuis sa création en 1964. Sa production a toutefois été freinée par la grève de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep), entre décembre 2014 et février 2015. 832 828 tonnes avaient été traitées en 2014.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : rachat du 2ème opérateur mobile par Orange**

Le PDG d'Orange vient d'annoncer le rachat de Cellcom, 2ème opérateur mobile libérien (730 000 abonnés en 2012) derrière Lonestar Cell (filiale du groupe sud-africain MTN, environ 1,3 M d'abonnés). Orange procède à cette acquisition de près de 100 M EUR via sa filiale en Côte d'Ivoire afin d'établir une véritable stratégie d'implantation en Afrique de l'Ouest. Actuellement en phase de finalisation de rachat dans plusieurs autres pays africains (Sierra Leone, Burkina Faso, Congo, Tchad,...), le groupe français pourrait, courant 2016, être présent dans 20 pays du continent et devenir l'opérateur mobile « d'un africain sur dix ».

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ « L'Afrique au kaléidoscope » de l'ancien ambassadeur J-F Lionnet

Dans une nouvelle collection baptisée « les Géonoutes », viennent de paraître une vingtaine de tableautins divers, croqués pendant un quart de siècle d'un bout à l'autre du sous-continent, du Niger à l'Afrique du Sud et de la Côte d'Ivoire à la Tanzanie. Ils font alterner, récit de voyage, analyse politique, expérience de réfugié, anatomie de conflit, portrait de personnalité, radioscopie de coup d'Etat, explication géopolitique...L'approche y est à la fois bienveillante et sincère, complice et distanciée.

✉ artisans-voyageurs.com

▼ Soudan : salon minier

Le Soudan organise du 22 au 24 février 2016 la première édition d'un salon minier : <http://www.sudansummit.com/about-sudan.html>. Avec une production aurifère annuelle estimée à 70 tonnes, le Soudan est le troisième producteur africain derrière l'Afrique du Sud et le Ghana, et il souhaite vivement développer cette production pour compenser la perte des trois quarts de ses anciennes réserves pétrolières, situées désormais au Soudan du Sud.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Le SIAGRO, une vitrine pour le marché sénégalais et ouest-africain

Organisé tous les 2 ans par la société sénégalaise Sencomane, partenaire de l'ADEPTA, le SIAGRO est dédié au secteur agricole, à l'élevage et à l'industrie agro-alimentaire en Afrique de l'ouest. Le Pavillon français, mis en place par l'ADEPTA, a regroupé 50 entreprises françaises lors de la dernière édition de 2014. Pour l'édition 2016, l'ADEPTA organise, avec l'Interprofession Avicole du Sénégal (IPAS), un atelier technique sur la gestion de la biosécurité dans les élevages en Sénégal. Une rencontre avec le ministère du Commerce sénégalais et l'APIX sera également prévue pour présenter les opportunités dans le cadre du « Plan Sénégal Emergent », organisée en partenariat avec l'ambassade de France au Sénégal.

✉ aude.roelly@adepta.com

▼ Nigéria : AGROFOOD, un salon très attendu par les entreprises françaises

Le gouvernement nigérian développe une politique favorable aux investissements agro-alimentaires afin de réduire sa dépendance aux importations. Les industriels cherchent à maîtriser leurs filières d'approvisionnement pour optimiser leurs productions. Lors de la visite du président Buhari en France (septembre 2015), l'ADEPTA a signé un MoU avec Sani Dangote, président du NABG (Association des entreprises agroalimentaires nigérianes) et PDG de la division food and farm du groupe DANGOTE. L'ADEPTA vous invite à participer à la 2^{nde} édition d'AGROFOOD NIGERIA du 26 au 28 avril 2016 à Lagos.

✉ florian.desaintvincent@adepta.com

▼ Cameroun : visite de travail de la DG du FMI

La directrice générale du FMI a séjourné au Cameroun du 07 au 09 janvier 2016. Invitée par le président Biya, Christine Lagarde a salué les bonnes performances économiques du pays, avec des prévisions de croissance du PIB pour 2015 proches de 6%, dans un contexte de baisse des cours du pétrole brut et de crise sécuritaire à l'extrême nord et à l'est du pays. Elle encourage le

gouvernement à poursuivre les investissements en infrastructures, tout en évitant une accumulation trop rapide de la dette et déplore les faibles avancées en matière d'amélioration du climat des affaires et d'intégration régionale. Christine Lagarde a également rencontré au cours de cette visite, les finances de la zone CEMAC, la BEAC et les représentants du secteur privé camerounais.

 alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S' Bureau Francis Lefebvre

